## Olivier BOMMELAER â€" AESN

La fin des plaidoyers et le début de l'action - Si l'on veut atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement, il est temps d'arrêter les plaidoyers et de se mettre à l'action. H2o-IRC novembre 2004.

La fin des plaidoyers et le début de l'action

l'interview de Olivier BOMMELAER

en charge des actions internationales à l'Agence de l'eau Seine-Normadie

AESN - France

propos recueillis par Martine LE BEC

Sources Nouvelles, IRC - novembre-décembre 2004

H2o - janvier 2005

## Â

Un peu plus de 24 mois aprÃ"s Johannesburg, quel bilan feriez-vous des politiques de coopération internationale en matiÃ"re d'eau et d'assainissement ?

Entre 2000 (le second forum mondial de l'eau de La Haye) et 2002 (le sommet de Johannesburg, suivi du forum de Kyoto), l'eau a progressivement été mise en relief pour s'inscrire aujourd'hui au premier rang des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Mais il y a un paradoxe : alors que l'on a jamais autant parlé l'eau, on ne s'est aussi jamais autant financià rement désintéressé du domaine. Les grands groupes privés affichent dorénavant à l'égard d secteur un intérêt trà s mesuré : Bouygues vend la Saur, Suez s'affiche en grand sur l'électricité (qui représente auss % de son activité) et la Générale des Eaux n'est plus qu'une petite partie de Veolia, elle-même petite partie de Vivendi. L'eau n'est pas un secteur rentable.

Il en va de même de l'aide publique bilatérale. En l'espace de 15 ans, de 1982 à 1997, celle-ci était passée de 500 millions de dollars par an à 2,7 milliards. Elle est, en 2001, retombée à 1,4 milliard. Si dans les grandes agences d'aide, les "alibis" sont relativement aisés ("Nous n'avons pas suffisamment de demandes sur l'eau", "Les Africains ne demandent pas de l'eau, mais de l'électricité et des télécoms"...), il ne faut pas se voiler la face : il n'y a pas d'argent pou l'eau, les gros bailleurs de fonds sont en crise : en l'espace de 3 ans, l'aide annuelle du Japon, le plus grand pays donateur, s'est effondrée de 950 millions de dollars à 300 et quelques millions de dollars. Il en est de même pour l'Allemagne qui a fortement réduit ses engagements...La France, troisiÃ"me bailleur bilatéral du secteur, fait exception, avec l'engagement du président Chirac au G8 d'Evian de doubler notre aide eau sur l'Afrique, ce qui représenterait prÃ"s de 200 millions d'euros supplémentaires. De même, le Sénat français vient d'approuver à l'unanimité une proposition d "petite loi" autorisant tous les maîtres douvrages décentralisés et les agences de l'eau à financer des actions de solidarité internationale à concurrence de 1 % de leurs budgets d'eau, (ces contributions seront prélevées sur la facture d'eau). Cette loi attend son tour au Parlement et nous donne beaucoup d'espoir, d'autant qu'elle a constitué une initiative française remarquée à Johannesburg et donnerait des idées à tous nos collÃ"gues européens.

Qu'est-ce qui pourrait dans ce contexte stimuler de nouveaux engagements ?

Je juge trÃ"s positive la Facilité européenne de l'Eau, qui a été entiÃ"rement portée par Romano Prodi, avec le soutien la France et de l'Allemagne. Je crois d'ailleurs que pour les « Grands » de ce monde - j'ai cité Romano Prodi, mais je pourrais encore citer Jacques Chirac, le Prince d'Orange, Bill Clinton... - il n'y a pas photo : l'eau constitue le défi majeur de la planÃ"te. Ce sentiment est malheureusement assez mal relayé dans les sphÃ"res de la haute administration... C'est pourquoi je pense aussi que 2005 sera une année décisive, marquée de plusieurs échéances importantes dont la 13Ã"me session de la Commission du développement durable qui sera suivie, en septembre, de l'Assemblée générale des Nations unies. Il sera alors temps de mettre un terme aux plaidoyers et de passer à l'action.

Les Agences de l'eau françaises constituent une référence en matière de gestion participative de l'eau. Comment veillez-vous à exporter ce savoir faire, notamment dans les pays en développement ?

L'AESN a co-animé, avec Ps-Eau, le groupe Eau du Comité français du développement durable qui a été à la base initiatives présentées à Johannesburg. Nous avons aussi étroitement collaboré à l'initiative européenne de l'eau. Par ailleurs, le modÃ"le même des agences est une importante source d'inspiration pour l'étranger. C'est un modÃ"le trÃ"s ancien (puisqu'il remonte à 1964) et qui est - sans qu'on le sache forcément - trÃ"s enseigné et diffusé par les université et les réseaux de savoirs. Peut-on maintenant espérer le dupliquer ? Ce n'est pas un modÃ"le universel mais seulement le fruit d'une histoire institutionnelle. Il porte néanmoins en lui certaines solutions, dont la définition de bassin hydrologique en tant que valeur socio et éco-culturelle, la mise en œuvre du principe de gestion participative et aussi un mécanisme de financement (avec le principe "pollueur-payeur" qui peut s'adapter au contexte local, en se transformant en "naviguant-payeur" ou "irriguant-payeur"). C'est aussi l'idée que la mutualisation de chaque goutte d'eau payée représente en définitive beaucoup d'argent et autant de possibilités d'investissements. L'union fait la force...

OÃ1, selon vous, les défis de l'eau sont-ils les plus pressants ?

En Afrique. Les Africains étaient 250 millions en 1950, 800 millions en 2000 et ils seront vraisemblablement 1,8 milliard en 2050. Le défi est aussi surtout immense en matiÃ"re d'assainissement. Laisser ces pays à trÃ"s forte croissance démographique s'empêtrer dans leurs problÃ"mes de pollutions, domestiques mais aussi industrielles et pluviales, c'est accepter de voir à terme une large majorité de la population mondiale vivre dans des cloaques. Ni plus, ni moins. .